

L'exil des Républicains espagnols en Isère (1937-1944)

David DEMANGE *

L'étude de l'exil des Républicains espagnols en Isère révèle toutes les contradictions de la gestion républicaine du droit d'asile. Oscillant entre accueil, rejet et rapatriement forcé, la politique des autorités, contrairement à la société civile, ne fut pas claire. Il en fut de même pendant la guerre. Vichy les transformant en "éléments utiles", ils furent nombreux à jouer un rôle important dans la Résistance en Isère.

L'accueil des réfugiés du Kosovo en France a soulevé de nombreuses interrogations quant à la gestion républicaine du droit d'asile, ce dernier étant accordé à contre-cœur et restreint dans son application. Dans le cadre de cette histoire de l'immigration dans l'agglomération grenobloise, l'exil des républicains espagnols, corrélé à la guerre civile espagnole (1936-1939), représente un épisode important qui met en évidence les contradictions de la gestion républicaine du droit d'asile. Comment ces réfugiés furent-ils accueillis en Isère ? Quelle fut l'évolution de l'exil à l'approche de la Seconde Guerre Mondiale ? Autant d'interrogations dont les réponses participent à un travail historique de vérité qui contribue à redonner leur dignité aux personnes qui ont participé à cet épisode essentiel de l'immigration grenobloise. Différentes recherches au sein des archives départementales de l'Isère m'ont permis de reconstituer en partie l'histoire de cet exil dans le département, marqué par des expériences individuelles ou collectives dans l'espace mais aussi dans le temps car pour de nombreux réfugiés, cette émigration forcée va rapidement se convertir en un exil définitif. L'étude de l'exil des Républicains espagnols en Isère est particulièrement intéressante car ce département va se révéler devenir un modèle des contradictions de la gestion républicaine du droit d'asile observées au niveau national.

L'accueil des réfugiés espagnols en Isère (1937-1939)

Les réactions de la population iséroise face aux événements d'Espagne sont marquées par une profonde volonté de paix ainsi qu'une large approbation de la politique de non-intervention adoptée par le gouvernement français. On voit se profiler la volonté de rester en dehors du conflit espagnol tout en portant

* *Etudiant à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble*

secours aux victimes de ce dernier. Cependant, l'Isère est sujette dans les années 30 à une forte poussée de la xénophobie ; ainsi de nombreux tracts virulents parlent de "l'invasion progressive de toute l'économie par des éléments étrangers" et demandent la fermeture des frontières. Comme le signale à juste titre Geneviève Dreyfus Armand (1), "la diversité des réactions françaises face à la guerre d'Espagne préfigure la multiplicité des attitudes manifestées envers les réfugiés lors de l'exode". Dès lors comment va se dérouler l'hébergement des réfugiés espagnols en Isère ?

A partir de 1937, l'Isère joue pleinement son rôle du fait d'une répartition géographique rationnelle par le gouvernement des nombreux réfugiés arrivés en France. Le Préfet de l'Isère signale que "les possibilités de l'industrie et la situation de chômage en Isère ne permettent pas l'absorption des réfugiés espagnols dans l'économie." En effet, si les Arméniens et les Russes dans les années 20 avaient permis à la France de combler le vide démographique dû à la première guerre mondiale, les Espagnols arrivent à contre-courant dans une conjoncture de reflux de la vague migratoire liée aux difficultés du marché du travail en France, à la suite de la crise économique de 1929. Dès lors, les 450 réfugiés arrivés dans le département en juin 1937 sont divisés en deux groupes. Le premier est tout d'abord logé à l'École Vaucanson de Grenoble jusqu'à la rentrée des classes en septembre puis, grâce au concours de la Fédération des Emigrés Espagnols, ce groupe de réfugiés est transféré à l'École Pratique de Commerce et d'Industrie de Grenoble durant les deux premières semaines du mois de septembre. Le deuxième groupe de réfugiés est dirigé dès juin 1937 vers l'École Nationale de Voiron, où un véritable élan de solidarité s'organise autour de ces réfugiés. Le 11 septembre 1937, les deux groupes de réfugiés sont transférés vers la tristement célèbre forteresse de Fort Barraux, qui permet cependant à cette époque l'accueil dans des conditions raisonnables de l'ensemble de ces hommes, femmes et enfants arrivés en Isère depuis 1937. Dès cette période, de nombreux miliciens souhaitent retourner sur le front espagnol pour défendre la République, ainsi s'opèrent dès le mois d'octobre 1937 les premiers rapatriements sur la base du volontariat. Ceux-ci entraînent la fermeture du centre d'hébergement de Fort Barraux le 27 octobre 1937. L'Isère ne retrouvera les réfugiés espagnols qu'en 1939, à la suite de l'afflux considérable de ceux-ci lors de la "Retirada", consécutive à la chute de la Catalogne le 26 janvier 1939. Cette dernière entraîne l'exode de

réfugiés le plus massif que la France ait connu ; c'est ainsi que 2000 réfugiés arrivent à Grenoble entre le 30 et le 31 janvier 1939.

De ce fait les autorités iséroises installent un grand centre de réfugiés Parc Paul Mistral au Palais de la Houille Blanche qui comptera jusqu'à 2300 réfugiés en mars 1939. Finalement, le système de l'hébergement collectif dans des camps à la charge de l'Etat, qui avait été rejeté en 1937, doit être adopté car les autorités agissent dans la précipitation ne sachant comment gérer un afflux aussi massif de réfugiés. Beaucoup de journaux déplorent les conditions de vie à l'intérieur du camp, où on dénombre 35 morts au total en cinq mois. De plus, les autorités instaurent un système de laissez-passer isolant totalement les réfugiés qui sont d'ailleurs interdits de toute activité politique. En juin 1939, les réfugiés quittent le camp pour être hébergés à Arandon, à 75 km de Grenoble. Le journal *La Voix du Peuple* dresse un bilan on ne peut plus clair du séjour des réfugiés à Grenoble : "On a déshonoré la République à Grenoble". De même, à la même période, on constate de nombreux rapatriements qui sont censés être réalisés sur la base du volontariat, mais qui en réalité se font de manière plus ou moins forcée. A partir de mai 1939, les rapatriements s'intensifient : les civils rejoignent l'Espagne et les miliciens sont dirigés vers les camps de concentration (c'est le terme employé par le ministre de l'intérieur de l'époque) du sud-ouest, notamment Argelès sur mer, Saint-Cyprien et Gurs. Une circulaire du ministère de l'intérieur datée du 19 septembre précise que "les raisons d'humanité qui ont poussé à l'accueil des réfugiés perdent leur valeur avec la guerre et qu'il faut donc procéder d'urgence au retour massif en Espagne des réfugiés espagnols de l'Isère".

De ce fait, au mois d'octobre 1939, 1150 réfugiés quittent le centre d'hébergement d'Arandon provoquant du même coup sa fermeture. Parallèlement à cette politique d'accueil contradictoire mise en place par les autorités iséroises, on a pu voir se développer dans le département un formidable élan de solidarité de la société civile envers ces nombreux réfugiés contraints à un exil forcé. Différents organismes se forment et oeuvrent en faveur des victimes du conflit espagnol : c'est le cas du Comité d'Aide aux Réfugiés Espagnols ou de la Commission d'aide aux enfants espagnols réfugiés en France. De même, plusieurs communes participent à cet élan de solidarité en effectuant des dons, comme la commune de Livet-et-Gavet qui apporte une contribution de 5500 francs, somme importante pour l'époque.

Du travail encadré à l'engagement dans la Résistance (1939-1944)

Dès l'été 1939, les Espagnols vont pouvoir participer à l'activité économique nationale, notamment du fait que l'approche de la seconde guerre mondiale entraîne un besoin de main d'œuvre urgent pour l'économie de guerre. A partir de mai 1939, l'Etat demande de "transformer cette masse inorganisée et passive que constituent ces réfugiés en éléments utiles à la collectivité nationale". Les termes employés reflètent à eux seuls un certain état d'esprit... Les ouvriers spécialisés sont nombreux parmi les réfugiés et le gouvernement souhaite les intégrer massivement dans l'économie de guerre. Avec le déclenchement de la seconde guerre mondiale, c'est un système de travail encadré qui est mis en place avec l'organisation des Compagnies de Travailleurs Etrangers (CTE) qui ont pour vocation la réalisation de travaux de défense nationale ainsi que l'aménagement de certains camps militaires. Ce système de travail encadré, aux conditions extrêmement difficiles pour les travailleurs, sera renforcé sous le régime de Vichy avec la création des GTE (Groupements de Travailleurs Etrangers) le 27 septembre 1940. Les Espagnols forment la très grande majorité des effectifs des GTE ; en effet en août 1943, sur 37000 travailleurs en France, 31000 sont espagnols. D'ailleurs, plusieurs rapports mettent en évidence le fait que les GTE sont souvent appelés "Groupements de Travailleurs Espagnols". L'activité des GTE se compose de 50% de travaux dans l'agriculture, de 22% de travaux dans les barrages et mines de charbon et de 28% de travaux pour les ponts et chaussées. Les travailleurs ne reçoivent pas de salaires, mais une éventuelle prime de rendement. Ce système très rigide va permettre au régime du Maréchal Pétain d'exploiter cette main d'œuvre étrangère tout en surveillant attentivement les activités de ces réfugiés politiques présents sur le territoire français. En Isère, le GTE le plus important reste le 351e groupe départemental de travailleurs étrangers à Uriage, composé très largement d'une majorité d'espagnols qui proviennent à la fois de l'Isère et des camps du sud-ouest à partir desquels ces travailleurs rejoignent les groupes isérois. Les principaux travaux réalisés par le 351e groupe s'effectuent à Corps en Isère sur le barrage du Sautet. Les conditions de vie difficiles et l'enrôlement forcé dans l'Office de Placement Allemand entraîne l'évasion de nombreux travailleurs. De ce fait, les autorités vichyssoises vont renforcer la surveillance à l'égard des travailleurs espagnols, ce qui a pour conséquence

un engagement important des espagnols dans la Résistance en Isère.

Le rôle des étrangers dans la libération du pays à travers l'engagement dans la Résistance est un épisode absent de la mémoire collective française car il est mis en évidence depuis très peu de temps. Or, il est inéluctable que les étrangers vont jouer un rôle prépondérant dans la Résistance en Isère, notamment les Espagnols républicains qui veulent combattre le fascisme pour libérer la France avant d'en faire de même avec l'Espagne ; en effet, l'objectif premier des guérilleros espagnols est la «Reconquista», c'est à dire la libération de l'Espagne qui doit être amenée par un élan comprenant la libération française. Ainsi, l'engagement des espagnols dans la Résistance en Isère passe principalement par les FTP-MOI (Francs tireurs et partisans de la main d'œuvre immigrée), rattachés au PCF : ses combattants pratiquent la guérilla urbaine, leurs actions visent les troupes d'occupation mais aussi tout l'appareil économique mis au service des Allemands par le gouvernement de Vichy. Les Espagnols réalisent leurs actions principalement au sein du 5e bataillon FTP-MOI et subissent de plein fouet la répression du régime de Vichy, de nombreux espagnols sont arrêtés, parfois sans raison, et envoyés dans les camps de concentration du régime nazi, notamment Mathausen, d'où beaucoup ne reviendront pas.

L'exil des républicains espagnols en Isère est un épisode incontournable de l'histoire de l'immigration dans l'agglomération grenobloise, par son caractère massif et par les nombreuses contradictions de la politique d'accueil mise en place par les autorités iséroises. Cependant, la vision donnée ici de cet exil est forcément réductrice du fait de la multiplicité des parcours individuels mais elle permet d'obtenir un aperçu global d'une facette encore peu connue de l'immigration en Isère. Les réfugiés espagnols se présentent comme les symboles d'une démocratie malmenée et pour beaucoup cette fuite forcée vers la France va se transformer très rapidement en un exil définitif. Comme le dit à juste titre Nazim Hikmet : «c'est un dur métier que l'exil».

(1) Dreyfus-Armand Geneviève, L'exil des Républicains espagnols en France, de la guerre civile à la mort de Franco, Paris, Albin Michel, 1999, 475 P.
Pour en savoir plus:

NOIRIEL Gérard - *Réfugiés et sans papiers, la République face au droit d'asile XIXe-XXe siècle*.-Paris: Hachette littératures, 1998.- 355 p.

DEMANGE David - *L'exil des républicains espagnols en Isère*.- Mémoire de 1ère année d'IEP sous la direction de Roland Lewin.- Grenoble, 90 p.